

fallait concurrencer les offres de financement de pays étrangers, à condition cependant que l'exportateur canadien soit concurrentiel sur le plan des prix, de la qualité, des délais de livraison et du service.

ii) Considérations relatives à l'admissibilité

Les crédits publics à l'exportation entraînant un coût pour le gouvernement, il va sans dire qu'il faut en contrôler l'accès. Un important critère de contrôle est la norme du contenu canadien, qui est liée aux avantages économiques et aux considérations d'emploi. En d'autres termes, il est peu souhaitable en principe de subventionner la vente de marchandises fabriquées à l'étranger. En général, plus le contenu canadien est élevé, plus les retombées nettes sur le plan économique et de l'emploi seront grandes. Toutefois, dans certains secteurs de l'économie, il y a un compromis à faire entre les objectifs de contenu canadien et la compétitivité.

Bien que la SEE ait pour politique de maximiser le contenu canadien (une moyenne d'environ 75 pour cent a été atteinte), elle est en pratique beaucoup plus souple que bon nombre de ses concurrents. Par exemple, les États-Unis exigent un contenu américain à 100 pour cent pour qu'une opération soit admissible à un financement de la Export-Import Bank. Des organismes semblables à la SEE en France, au Royaume-Uni, en République fédérale d'Allemagne, en Belgique et en Italie, entre autres, exigent des niveaux de contenu domestique plus élevés que la SEE.

Un nouvel assouplissement des normes de contenu canadien ne semblerait pas souhaitable, que ce soit sur le plan des avantages économiques nets possibles ou sur celui du partage du fardeau financier, étant donné que le Canada finirait par financer indirectement une plus grande part de contenu étranger. Toutefois, les exportateurs canadiens qui offrent des biens et des services dont le contenu américain est élevé profiteraient d'un tel assouplissement si les États-Unis acceptaient de participer au financement de la partie américaine du produit exporté. Étant donné que le contenu américain représente souvent une proportion importante des exportations canadiennes de produits manufacturés, la SEE a cherché en vain à de nombreuses reprises à obtenir une participation sélective de la Exim Bank des États-Unis. Toutefois, il serait peut-être bon de donner suite à cette idée, tout en laissant entrevoir aux États-Unis que le Canada pourrait financer la partie canadienne des exportations américaines de biens manufacturés.